



Budget 2025 : vers un sabordage de l'école publique !

C'est avec colère et consternation que la FSU-SNUipp a découvert les premiers éléments du projet de loi de finances 2025, présentés le 10 octobre en conseil des ministres. Si des économies de 60 milliards d'euros avaient déjà été annoncées, rien ne laissait envisager que le ministère de l'Éducation nationale allait être désigné comme le principal contributeur. Le gouvernement avait annoncé que les emplois de fonctionnaires supprimés ne seraient pas des emplois en contact direct avec le public, c'est pourtant l'inverse qui va se produire.

L'Éducation subira 90 % des suppressions de postes, parmi les 2200 réparties sur l'ensemble des ministères. Si les effectifs d'AESH augmentent de 2 000 postes – qui sont en réalité des transferts de contrats des établissements vers l'État – les effectifs enseignants, quant à eux, sont ponctionnés de 4 000 postes.

Un budget à l'opposé des annonces gouvernementales sur la priorité à l'Éducation.

C'est le premier degré qui paie le plus lourd tribut avec 3 155 postes supprimés. Ils s'ajoutent aux 1 317 suppressions des deux dernières années qui ont entraîné des milliers de fermetures de classes. Taux d'encadrement, effectifs par classe, remplacement, formation, enseignement spécialisé, inclusion... l'école française souffre déjà d'un manque d'investissement chronique comme le montrent les comparaisons internationales. L'OCDE confirme dans tous ses rapports que ce sont les pays qui investissent le plus dans l'école primaire qui réussissent le mieux à réduire les inégalités. Ce budget annonce donc un renoncement à la réussite de toutes et tous.

Alors que tous les signaux sont au rouge et que l'École a déjà atteint un point de rupture, la première mesure du nouveau gouvernement est de lui imposer une nouvelle suppression de moyens. Or l'éducation est un enjeu de société majeur qui nécessite d'engager des moyens humains et financiers pour lutter contre les inégalités et préparer l'avenir des générations futures. En assumant de supprimer des postes d'enseignants et de dégrader encore les conditions de scolarisation, l'exécutif méprise la jeunesse et les personnels de l'Éducation. Un choix indigne !

La FSU-SNUipp refuse cette saignée de postes qui renvoie l'école primaire près de quinze ans en arrière, lorsque l'EN supprimait le poste d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Or ce n'est pas en regardant dans le rétroviseur que se construit l'avenir de l'école !

La nouvelle ministre Anne Genetet avait annoncé il y a quelques jours qu'elle maintiendrait le cap pour le paquebot Éducation Nationale, aucun doute désormais qu'elle organise son sabordage.

Dès aujourd'hui, la FSU-SNUipp appelle les personnels, les parlementaires et plus largement l'opinion publique, à faire front pour un tout autre projet pour l'école publique.

Paris, le 11 octobre 2024